



Huit organisations  
syndicales unies...  
Ici, les chefs de file à Paris

## Un 1<sup>er</sup> Mai historique pour la CFE-CGC !



### UNITAIRE

« Cette unité syndicale se poursuivra aussi longtemps que durera la crise », Bernard Van Craeynest en est persuadé. Après le succès de la mobilisation du 1<sup>er</sup> Mai, la CFE-CGC reste dans le mouvement, en n'appelant toutefois pas à la grève : « Nous préférons faire des démonstrations de force, telles que celles du 29 janvier et du 19 mars et aujourd'hui, le 1<sup>er</sup> Mai, pour peser sur les choix du patronat et du gouvernement ». Qui dit, démonstration de force, ne dit pas pour le président confédéral, « séquestrations » : la CFE-CGC est « du côté de l'ordre et du droit » et Bernard Van Craeynest « conseille aux cadres séquestrés de se retourner vers leur employeur pour leur demander des comptes parce qu'ils les ont envoyés au casse-pipe gérer des situations où ils n'ont aucune responsabilité » (AFP, 1.05.2009).

le président confédéral : « Tous les salariés, l'encadrement compris, sont touchés par cette crise. Lorsqu'on ferme un établissement, une usine, tout le monde se retrouve au chômage et nous voyons bien que nous sommes confrontés à un gouvernement et à un patronat qui nous abreuve de belles paroles, mais qui ne prennent pas le taureau par les cornes et qui ont du mal à réagir, à anticiper face à la crise, c'est pourquoi nous manifestons dans la plus parfaite unité syndicale notre mécontentement ». Un exemple ? L'emploi : « d'un côté, dans les usines on nous demande d'être au chômage partiel et, dans la foulée, de faire des heures supplémentaires. Dans les deux cas, on fait appel à des fonds publics, c'est-à-dire qu'on gaspille ces fonds publics alors que nous avons des intérimaires, des sous-traitants, des CDD qui sont les premiers partis à l'ANPE ! ». (France Info, 1.05.2009).

à lui, n'a engagé aucune négociation sur les sujets au cœur de la crise : emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires, gouvernance des entreprises... »



### DURABLE

Après le 1<sup>er</sup> Mai : la pression doit continuer et se localiser de manière à faire bouger l'État et le patronat : la CFE-CGC prône « des grandes manifestations régionales ou départementales pour cibler davantage les revendications ». Il faudra bien que le président de la République entende, lui qui a mis sur pieds le fonds stratégique d'investissement : cinq mois après, seules quatre entreprises en ont bénéficié ! (France Info, 1.05.2009). Parmi les mesures concrètes, la CFE-CGC réclame « un vrai plan sur le tutorat », indispensable à la réussite du plan emplois pour les jeunes et « le maintien des indemnités chômage pour les demandeurs d'emploi en formation ».



### HISTORIQUE

Pour la première fois de son histoire, la CFE-CGC a manifesté un 1<sup>er</sup> Mai, c'est dire l'inquiétude du personnel d'encadrement qui veut des réponses à ses interrogations, particulièrement en termes d'emploi ou de pouvoir d'achat. Le mot d'ordre, pour la CFE-CGC n'était ni « politique » ni de vouloir « changer la société », souligne Gérard Labrune, secrétaire général : « Si le rôle des syndicats est, bien sûr, de défendre des acquis sociaux, ils ont un autre rôle qui est celui d'encadrer le mouvement, non pas pour le brimer mais pour faire en sorte qu'il s'exprime dans des conditions légales ». (L'Humanité, 29.4.2009). La CFE-CGC avait toute sa place dans cette protestation, estime



### REVENDICATIF

Dans un communiqué du 27 avril, les huit organisations syndicales exhortent à choisir la voie de la négociation pour mettre en œuvre des mesures de relance : elles constatent que « ni le maintien de l'emploi, ni l'amélioration du pouvoir d'achat, ni la relance économique tournée vers la consommation pas plus que la préservation de la protection sociale, des garanties collectives et le maintien des services publics n'ont fait l'objet de négociations de la part du gouvernement et du patronat. Pire encore, le gouvernement ressort du tiroir un projet de loi sur le travail du dimanche et ferme la porte à tout coup de pouce au SMIC. Le patronat, quant



### RENDEZ-VOUS LE 26 MAI

Les huit organisations sont déterminées : rendez-vous les 26 mai et 13 juin 2009 pour de nouvelles mobilisations...

